

L'Humanité rouge



mercredi
17 mars 1976
No 450

1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 47 291

Prolétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

Face au social-impérialisme russe

La vigilance ne doit pas se relâcher

par Henri JOUR

Depuis la clôture de l'illusoire «Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe» (l'été dernier), l'opinion publique internationale s'est aperçue de plus en plus clairement d'une chose : l'URSS de Brejnev s'est engagée dans une intensification de son offensive expansionniste et cela sous des formes très variées.

Chaque jour apporte son lot de confirmations de telle sorte que plus la clique social-impérialiste de Moscou fait du tapage sur la «détente» et ses «intentions pacifiques», plus en réalité elle intensifie ses préparatifs de guerre et d'agression.

Ces préparatifs passent par une propagande rassurante et démobilisatrice, mais

- c'est aussi l'espionnage (samedi, par exemple, pour la nième fois un espion russe a été expulsé hors de France discrètement) ;

- c'est aussi des appâts financiers (on attire les gros capitalistes en leur faisant miroiter les profits à dégager de l'exploitation de ressources naturelles en URSS) ;

- c'est aussi la concentration croissante des forces militaires tournées vers l'Ouest (2/3 des forces totales de l'URSS) ;

- c'est aussi des manœuvres d'intimidation (violence renouvelée de l'espace aérien de pays européens) ;

- c'est aussi la manipulation de forces subversives du type de «Soldats unis vaincront» (SUV) au Portugal et des Comités de soldats animés par des trotskystes en France et en Italie ;

- c'est aussi l'intensification de l'infiltration politique par l'intermédiaire des partis faussement communistes. C'est tout cela et d'autres activités encore qui toutes sont mises en œuvre dans un seul but : la conquête de l'hégémonie mondiale qui passe par la conquête de l'Europe, cet enjeu-clé entre impérialistes américains et sociaux-impérialistes russes.

(suite page 3)

Unanimité au parlement, enthousiasme dans le peuple

L'Égypte répond aux pressions soviétiques

Après avoir annoncé que le parlement égyptien avait approuvé à l'unanimité le projet de loi abrogeant le traité d'amitié et de coopération égypto-soviétique, le président égyptien, Anouar El Sadate, a violemment critiqué la politique soviétique.

Il a souligné que l'URSS refuse de fournir des armes

RFA : Nouvelle grave affaire d'espionnage

Un espion qui travaillait pour l'Est a été arrêté. Il occupait une fonction-clé dans l'espionnage de l'industrie allemande et de la technique de l'armement. C'est le quatrième cas d'espionnage. Les 9 et 10 février, deux espions avaient déjà été arrêtés. Le premier, Ertelt, travaillait à Cologne comme ingénieur dans l'usine Westinghouse de construction d'appareils qui produit outre des freins, des agrégats pour les tanks. Le deuxième espion Schlott, avait un poste d'assistant en chef à la Confédération du patronat de Rhénanie-Palatinat et était en contact avec des usines de métal et avec l'office d'approvisionnement de l'armée fédérale. Ce sont 600 à 700 cas d'espionnage qui sont découverts chaque année en RFA. La plupart des espions sont au service du ministère de la «Sécurité» est-allemande, qui a été créé en 1953 et qui est considéré comme un des services d'espionnage les plus dangereux.

à l'Égypte, refuse d'accepter un moratoire sur les dettes égyptiennes et exige, enfin, des intérêts sur les dettes militaires. «Ce faisant, a-t-il dit, l'URSS veut exercer sur nous une pression militaire et économique afin de nous obliger à nous agenouiller devant elle. Depuis plus d'un mois, les discussions sur les problèmes économiques ayant trait au budget du gouvernement égyptien pour la présente année fiscale ont débordé l'assemblée

populaire égyptienne. Les faits ont montré que la forte pression exercée sur l'Égypte par l'URSS pour la forcer froidement à rembourser ses dettes est l'un des facteurs essentiels qui ont provoqué les difficultés économiques auxquelles l'Égypte doit faire face aujourd'hui. «Les marchands de canon de Moscou ont un cœur de loup, un cœur plus féroce encore que celui des usuriers décrits par Balzac»

(Suite page 2)

Contre l'arrêté Soisson

Le mouvement étudiant s'étend et s'organise

Le jeudi 18 mars, un rassemblement étudiant aura lieu à Nanterre, avec la participation d'enseignants et des syndicats du personnel, avec comme ordre du jour : le bilan des luttes, les cahiers de revendications et les perspectives politiques. Les étudiants de Nanterre appellent tous les étudiants, lycéens et enseignants de Rennes, Aix-en-Provence, Paris, Bordeaux, Clermont-Ferrand, Brest, etc. à venir à ce grand rassemblement.

Il est important que les étudiants s'unissent dans la lutte pour déjouer les actions démobilisatrices de l'UNEF-UEC. Il nous faut dénoncer la nature de l'école capitaliste comme outil de la classe dominante qu'il faut abattre et non pas «démocratiser» comme le propose le Programme commun que défend l'UNEF-UEC, LCR et autres poltrons. Tous au rassemblement le jeudi 18 mars à Nanterre. Tous unis nous vaincrons !

ELARGISSEMENT DU MOUVEMENT

Depuis plusieurs semaines le mouvement lycéen et étudiant contre l'arrêté Soisson qui dénonce la nature même de l'école capitaliste se développe.

C'est désormais dans presque toutes les facultés que la lutte s'engage avec occupation des locaux accompagnée souvent de séquestration de recteurs.

En fait, ces étudiants luttent contre la sélection des

tinée à barrer la route de l'enseignement supérieur aux enfants de la classe ouvrière et paysanne. Les étudiants en lutte reprennent comme leurs aînés de justes mots d'ordre, tels : «Ouvriers, paysans, lycéens, étudiants tous unis», ils expriment par là leur détermination dans la lutte et leur volonté de se lier à la classe ouvrière et paysanne.

(Suite page 3)

21 mars à 10H.

de la République au mur des Fédérés

DEFILE POPULAIRE

105e anniversaire de la proclamation de la Commune de Paris, premier Etat de dictature du prolétariat

HONGRIE : PLANIFICATION ET NOIX DE CAJOU

Le journal du Parti communiste hongrois, «Nepszabadsag», a publié jeudi un article-réponse, à la suite de la parution dans une revue littéraire de Budapest, il y a une quinzaine de jours, d'une attaque de la planification hongroise intitulée «Noix de cajou» et signée par l'écrivain hongrois Bulcsu Bertha.

Sous ce titre accrocheur, Bertha écrivait notamment que, faute d'une planification intelligente, la Hongrie avait importé de l'Inde des tonnes de noix de cajou, alors que la population n'en faisait aucune consommation, et qu'en plus ce produit avait été mis en vente à des prix prohibitifs dans les magasins. Tout cela fait, indiquait l'écrivain, que des montagnes de noix de cajou encombrant aujourd'hui les magasins, bien que leur prix ait été par la suite considérablement baissé.

Bulcsu Bertha se servait de cet exemple pour dénoncer bien d'autres choses : le mauvais fonctionnement du téléphone, le pain immanquable qui finit comme nourriture aux cochons, la non-finition de certaines constructions de Budapest commencées depuis dix ans.

Ces scandales dénoncés doivent être si criants que, gêné, l'organe du PC hongrois se contente de dénoncer l'auteur de l'article pour «propagation de la méfiance» et lui reproche de «poser un énorme point d'interrogation au moment où chacun attend des réponses, tout au moins, quelques encouragements, un peu de confiance et un début de solution aux problèmes posés».

Comme on le voit, le PC hongrois lui n'est pas trop exigeant dans ses protestations contre ces scandales de la vie quotidienne en Hongrie !

CISJORDANIE OCCUPEE : LA «GUERRE A COUPS DE PIERRE»

La «guerre à coups de pierre» déclenchée par les lycéens et les adolescents des territoires occupés de Cisjordanie se poursuit dans nombre de localités.

Le couvre-feu a été imposé à Djenin, au nord de la Cisjordanie, où des jeunes gens du camp de réfugiés proches de la ville ont attaqué des véhicules militaires, fait brûler des barrages de pneus, en hissant le drapeau palestinien. Les autorités militaires sionistes ont procédé en représailles à quelque 1 000 arrestations.

Des affrontements semblables ont eu lieu à proximité du camp de réfugiés de «Balata», près de Naplouse, et dans la zone de Toulkarem.

A Hebron, une équipe de tournage sioniste qui filmait des scènes pour un film sur la vie d'Abraham a été attaquée à coups de pierre par des villageois, deux techniciens ont été blessés. Les forces de répression ont arrêté 35 villageois.

U.R.S.S. : NOUVEL INTERNEMENT POLITIQUE EN ASILE PSYCHIATRIQUE

Viatcheslav Igrounov, un dissident accusé d'activité antisoviétique et en particulier d'avoir fait circuler de la littérature interdite, sera soigné dans un hôpital psychiatrique jusqu'à «l'amélioration de son état».

Ayant été reconnu «malade», Igrounov, un ouvrier de 27 ans avait déjà passé près d'un an dans un hôpital psychiatrique pour «schizophrénie, renfermement sur soi-même et sentiment de supériorité intellectuelle sur les médecins».

Selon la loi, il ne pourra être remis en liberté que sur avis d'une commission médicale, ratifié par un tribunal.

Unanimité au Parlement et enthousiasme dans le peuple

L'ÉGYPTÉ REPOUSSE L'URSS

Suite de la page une.

«Chine nouvelle» souligne que les termes «d'amitié» et de «coopération» sont considérés par «les révisionnistes soviétiques» comme de simples synonymes de «domination et expansion». Pendant la guerre d'octobre 1973, alors qu'Israël était constamment réapprovisionné en armes américaines, l'Union soviétique a «perfidement» cessé de fournir l'Égypte en armes et en munitions, et par la suite l'URSS a non seulement refusé de remplacer les armes perdues, mais a insisté pour le remboursement des dettes égyptiennes, au moment où le pays connaissait des difficultés économiques.

Dans ces conditions, le traité n'était rien d'autre pour l'Égypte qu'un «cageon» dont elle était parfaitement en droit de se libérer.

L'agence chinoise félicite le peuple égyptien pour avoir au cours de ces dernières années «répliqué du tac au tac aux entreprises de l'hégémonisme soviétique», et pour avoir «démassqué cet "allié naturel des arabes"». Ce que les «révisionnistes soviétiques ont fait en Égypte permettra aux peuples d'autres pays arabes et du tiers monde de ne pas se laisser abuser par les nouveaux tsars qui pratiquent partout l'agression et l'expansion sous le manteau du «socialisme».

Thaïlande

Désaccord sur la présence des conseillers américains

Les négociations engagées entre la Thaïlande et les USA sur les conditions de la présence de conseillers militaires américains après le 20 mars, date fixée par la Thaïlande pour le départ des forces militaires américaines, «laissent subsister des désaccords sur certains principes importants», a déclaré un porte-parole thaïlandais.

Pendant les négociations serrées qui se déroulent entre Thaïlandais et Américains à Bangkok, les étudiants thaïlandais manifestaient à proximité des bâtiments pour réclamer le départ des troupes impérialistes américaines.

Afrique australe

La Chine aux côtés des combattants de la liberté

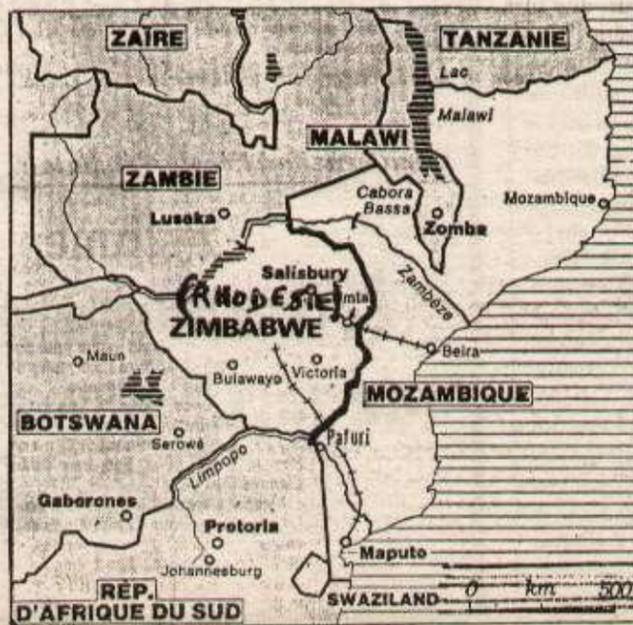
La République populaire de Chine vient de rappeler son ferme soutien au Mozambique et condamne la férocité des racistes rhodésiens.

Dans un commentaire récent sur la décision du président Samora Machel de fermer la frontière entre le Mozambique et la Rhodésie, l'organe du Parti communiste chinois, «le Quotidien du peuple», souligne avec force que «l'Afrique appartient aux Africains» et dénonce tous ceux qui s'en prennent à son indépendance : racistes, impérialistes et en particulier les sociaux-impérialistes russes qui à la suite de leur intervention brutale en Angola «trament de nouvelles machinations pour tenter de s'interposer et saper le Mouvement national de libération en Afrique australe.»

Après avoir rappelé la récente déclaration du président Machel et dénoncé les attaques rhodésiennes contre des villages du Mozambique, le «Quotidien du peuple» ajoute : «Le peuple chinois condamne vigoureusement les racistes rhodésiens pour leurs crimes et soutient le gouvernement et le peuple du Mozambique dans leur lutte contre l'agression... En

Rhodésie une poignée de racistes blancs exploitent et oppriment cruellement le peuple du Zimbabwe. La lutte armée lancée par le peuple du Zimbabwe pour renverser la sombre loi du régime raciste blanc et gagner la libération et l'indépendance nationale représente une juste cause. Les autorités réactionnaires rhodésiennes, tout en augmentant la ré-

pression de la guerrilla du peuple du Zimbabwe a scandaleusement lancé une agression armée contre le Mozambique afin de maintenir sa domination coloniale chancelante. Mais cet acte haineux du régime Smith ne peut qu'éveiller une indignation et une opposition plus vigoureuse du peuple africain et qu'accélérer sa propre perte.»



nouvelles du monde

PEKIN : CHALEUREUX ACCUEIL AU PREMIER MINISTRE LAOTIEN

Le chef du nouveau gouvernement laotien, Kaysone Phomvihane, vient d'arriver à Pékin pour une visite d'une semaine en République populaire de Chine, accompagné d'une très importante délégation comprenant quatre ministres.

Il a été accueilli à son arrivée par le premier ministre intérimaire chinois Hua Kuo-feng, le ministre des Affaires étrangères Chiao Kuan-hua et le camarade Yao Wen-yuan, membre du Bureau politique du Parti communiste chinois.

Sur l'aire de l'aéroport quatre mille représentants des masses chinoises ont souhaité une chaleureuse bienvenue à cette délégation d'amitié laotienne qui renforcera encore plus les liens étroits qui unissent les deux peuples de Chine et du Laos.

INDE : LA COLERE OUVRIERE

59 grèves ont eu lieu au Bengale occidental, pendant les 6 derniers mois de 1975, en dépit de l'état d'urgence interdisant les grèves. Au total près de 32 000 travailleurs ont participé à ces grèves qui ont entraîné la perte de 240 159 journées de travail. Pendant la même période 51 lock-outs ont affecté 144 000 travailleurs. Actuellement les 12 300 ouvriers de l'usine Bata à Batanagar, près de Calcutta, poursuivent la grève qu'ils ont entreprise il y a trois semaines.

La classe ouvrière indienne réplique ainsi à la dictature d'Indira Gandhi dont le parti vient de prendre le contrôle du dernier gouvernement d'État aux mains de l'opposition.

U.R.S.S. : PENURIE DE CRECHES

Dans plusieurs villes soviétiques, les enfants sont acceptés dans les crèches à la condition que leurs mères s'engagent à y travailler comme jardinière d'enfants révèle le quotidien moscovite «Leninskeve Znamia». Cette situation est due au manque de place dans les crèches et aussi au très bas salaire des jardinières d'enfants.

Au 1er janvier 1975, la proportion d'enfants d'âge préscolaire pouvant être placés en crèche au jardin d'enfants était de 37 % seulement alors que la plupart des femmes soviétiques travaillent hors de chez elles.

ISRAEL : DEVALUATION ET HAUSSE DES PRIX

La livre israélienne a subi dimanche une nouvelle dévaluation de 2 % et son cours par rapport au dollar est passé à 7,53 livres pour un dollar.

Par ailleurs, un certain nombre de produits tels que le pain, la viande, le lait, l'huile et l'essence ainsi que certains services (transports en commun) devraient prochainement subir des hausses de 10 à 20 % à la suite de la décision gouvernementale de suspendre les subventions à la production de ces produits.

Ces hausses se traduiront par une augmentation de 4,5 % du coût de la vie dans l'immédiat et de 25 à 28 % pour l'année par rapport à 1976.

nouvelles intérieures

Face au social-imperialisme russe

La vigilance ne doit pas se relâcher

Suite de l'editorial

Par exemple, à l'heure où ces lignes sont écrites une dépêche rapporte que dans un commentaire publié à Moscou, l'agence Tass se déchaine contre les révélations faites lundi matin par un quotidien britannique : celui-ci écrivait notamment à partir d'un rapport confidentiel de l'OTAN « qu'une attaque surprise des forces du Pacte de Varsovie atteindrait le Rhin en quarante-huit heures » sans que l'OTAN puisse riposter efficacement.

Pourquoi est-ce qu'une telle affirmation met dans tous ses états l'agence Tass ? Ne répondant pas sur les faits, c'est-à-dire sur la capacité d'attaque surprise rapide de l'URSS, Tass accumule les grandes déclarations du genre « tout cela est un mensonge monstrueux d'un bout à l'autre. L'URSS n'envisage pas d'attaquer qui que ce soit », etc.

En somme les dirigeants révisionnistes de l'URSS réclament un chèque en blanc aux pays et peuples occidentaux et se mettent en colère lorsqu'on dénonce leur escroquerie patente : qui peut avoir confiance dans ce pays soi-disant socialiste qui frappant dans la nuit occupa contre toute atten-

te la Tchécoslovaquie ? N'est-ce pas quand il parle... de « paix » qu'on doit être le plus méfiant ? Regardons les faits : en cinq ans les forces armées soviétiques sont passées de trois millions à plus de quatre millions deux cent mille hommes, les chars de trente mille à quarante deux mille, les bâtiments de guerre de 1 500 à plus de 1 600 etc. Est-ce que de telles forces sont nécessaires pour défendre le territoire soviétique ? Non, bien sûr. Des navires de guerre dans tous les océans du monde, une intervention accrue en Angola et dans toute l'Afrique tout cela n'a rien à voir avec la sécurité de l'URSS !

On a bel et bien affaire à un impérialisme en pleine expansion d'autant plus agressif et belliciste qu'il connaît une grave crise intérieure, et qu'il a acquis une supériorité sur son rival américain en plein déclin.

Tout comme Hitler voici plus de 40 ans cet impérialisme montant et lésé dans le partage du monde, mise à fond sur la militarisation et la guerre. C'est pourquoi dans la 3^e guerre mondiale que préparent les deux superpuissances, le social-im-

périalisme russe constitue le principal fauteur de guerre et le danger principal, notamment pour les peuples d'Europe.

Face à cette sérieuse réalité quelle attitude adopter ? pratiquer la politique de l'autruche, attendre et voir venir, se laisser endormir complaisamment ? ou bien regarder les choses en face et se préparer résolument à les affronter.

Les communistes marxistes-léninistes qui, face à la bourgeoisie capitaliste combattent l'esprit de capitulation et propagent leur philosophie de lutte, sont d'avis d'adopter la même attitude face aux deux superpuissances ; elles se disputent ? elles agressent des peuples ? elles ne font qu'accélérer leur fin inéluctable et susciter la victoire de la révolution prolétarienne.

C'est dans cette perspective que nous sommes partisans de lutter pour l'indépendance nationale indissolublement liée à la révolution prolétarienne, que la révolution dans notre pays attire l'intervention des deux superpuissances ou que la guerre entre ces deux bandits internationaux provoque la révolution.

Aujourd'hui dans notre pays les facteurs de révolution grandissent en même temps que les facteurs de guerre entre les deux superpuissances. Pour échapper à cette révolution qui s'annonce la bourgeoisie capitaliste est de plus en plus divisée, mais se tourne de plus en plus vers l'« Union de la gauche », c'est-à-dire vers une ligne très dangereuse de collaboration avec les révisionnistes soviétiques et les forces qui appuient leur politique.

C'est pourquoi nous estimons nécessaire de préparer fondamentalement le renversement par la classe ouvrière, la paysannerie et les autres travailleurs de l'État capitaliste mais aussi de développer l'idée de la défense de l'indépendance nationale dotée d'un contenu de classe révolutionnaire, ainsi que l'idée de l'indispensable unité des peuples européens face aux deux superpuissances et surtout face à l'URSS.

La classe ouvrière et les masses populaires ont gardé le souvenir douloureux de ce que fut la Première guerre mondiale faite sous la banderole de la défense de la patrie bourgeoise. La classe ouvrière et les masses populaires ont aussi en mémoire les héros prolétariens morts dans la Résistance pour le communisme et dont les sacrifices ont été usurpés par la bourgeoisie grâce à Thorez.

Voilà pourquoi la lutte contre « notre » bourgeoisie capitaliste à la lutte contre les deux superpuissances, notamment contre le social-impérialisme russe, l'objectif est unique : substituer à la dictature de la bourgeoisie la dictature du prolétariat, balayer le capitalisme pour instaurer le socialisme.

GROMYKO
PROCHAINEMENT
EN FRANCE

Le ministre des Affaires étrangères soviétique, Gromyko, doit venir en France en visite officielle en avril ou en mai. C'est ce qu'on a appris lundi à Moscou, de source française.

Il est probable qu'à cette occasion l'URSS renouvellera ses pressions en vue de la signature d'un traité de non-recours à la force entre les deux pays. Elle cherche ainsi à affaiblir un peu plus la vigilance du peuple de notre pays. On sait en effet

quel est l'attachement de l'URSS à un tel principe. L'exemple de la Tchécoslovaquie l'a montré. Tandis qu'elle propose un accord de non-recours à la force, l'URSS intensifie ses préparatifs d'agression. Si l'URSS était réellement décidée à ne pas recourir à la force vis-à-vis d'autres pays, elle commencerait par retirer ses bases et ses troupes d'occupation du territoire d'autres pays. C'est loin d'en être le cas.

Un nouveau quotidien
pour la fausse gauche

Le premier numéro du quotidien trotskyste « Rouge » est donc paru. Comme par un fait exprès ce numéro paraît un lendemain d'élections : Le rôle de ce journal n'en apparaît que plus clairement : celui de porte-parole de l'Union de la gauche à destination des étudiants et lycéens. Le tout, bien sûr, avec un vernis « révolutionnaire ». Krivine jubile de voir les partis de l'Union de la gauche dépasser les 50 % aux élections cantonales. Son impatience de voir le PC et le PS au gouvernement est telle qu'il demande le départ immédiat

du gouvernement Giscard et son remplacement par l'Union de la gauche. A en croire Krivine, un tel gouvernement mis en place avant terme permettrait de répondre aux revendications des travailleurs et des jeunes. N'est-ce pas un peu gros : quand on voit ces partis de l'Union de la gauche s'opposer aux luttes actuelles des travailleurs, paysans, étudiants ? M. Krivine joue son rôle : semer des illusions sur le PC et le PS, ces partis bourgeois dits de gauche. Ceux-ci avaient déjà un quotidien avec « L'Humanité », ils en ont deux maintenant.

A propos des déclarations d'un responsable algérien

Flagornerie et vérité historique

Depuis quelques temps, l'attitude de certains responsables algériens, et certes pas tous fort heureusement tend à constituer une ingérence publique dans les affaires intérieures de la classe ouvrière française.

Ainsi « L'Algérien en Europe », périodique de l'Amicale des Algériens en Europe, No 228 du 15 février dernier a-t-il rapporté en page 29 des extraits du discours d'un nommé Maachou Kerdal, membre de la délégation du Parti du FLN, qui a assisté au XXII^e congrès du faux parti communiste français. Prenant la parole dans un meeting révisionniste à Marseille cet orateur a notamment déclaré : «... Les militants du parti communiste français se sont toujours tenus aux côtés de leurs camarades du FLN dans toutes les situations difficiles ».

Or c'est là une contre-vérité historique dont le cynisme et la malhonnêteté sont faciles à établir dans une grande ville française où, précisément, s'est passé exactement le contraire de ce qu'a osé affirmer ce res-

ponsable algérien... A moins qu'il n'ait voulu parler des militants communistes, assez nombreux à Marseille, qui ont subi sanction et répression de leurs dirigeants et de leur parti parce qu'ils avaient violé sa discipline en accordant, justement, un soutien internationaliste prolétarien au FLN en lutte ! Mais tel n'est pas le cas !

D'ores et déjà de nombreux témoignages de la réalité de cette époque sont rassemblés, émanant tant de militants français que des travailleurs algériens. Ils seront intégralement publiés pour le respect de l'histoire, qui ne s'invente pas.

D'ailleurs on notera que ce discours d'un responsable algérien est allé bien au-delà de ce que le chef de l'État algérien lui-même a consenti lors d'entretiens officiels avec une délégation du PCF voilà deux années. Le président Boumediène a en effet indiqué que le passé ne devait pas empêcher l'établissement de relations nouvelles, mais il n'a absolument pas proclamé que de ce fait la réalité historique se trouvait transformée en son contraire.

Un proverbe arabe plein de sagesse déclare : « Je n'oublie ni le bien ni le mal ».

Peut être M. Maachou Kerdal est-il jeune et se trouvait-il dans l'enfance au moment des événements qu'il se permet d'évoquer avec légèreté. Mais ce n'est pas là une excuse valable, et nous tenons son attitude comme relevant d'une flagornerie* sur laquelle nous ne pouvons garder le silence sans nous en rendre complices.

Demain, puisque Mitterrand a maintenant rendu visite lui aussi à l'Algérie indépendante, Kerdal rendra-t-il hommage à son tour au « soutien » de ce politicien colonialiste qui fut responsable de plusieurs exécutions capitales de patriotes algériens, et de celle de Fernand Yveton, militant communiste français qui viola les directives de son parti en rejoignant le juste combat du FLN ? Flagornerie et vérité historique n'ont rien à voir ensemble.

* Signification du mot « flagornerie » : basse flatterie.

Luttes et occupation d'usines

Grève à l'usine Guerlach

Les travailleurs de l'usine Guerlach de Bouzonville (Moselle), fabrique de vilebrequins et fusées pour automobiles, qui emploie 800 personnes, sont en grève pour une augmentation géné-

rale des salaires et la révision des classifications.

Les travailleurs de Peugeot occupent

Les travailleurs des usines Peugeot de Beaulieu-Mandeure (Doubs) en grève depuis le 5 mars, occupent l'usine depuis lundi soir. C'est suite à l'échec sur leurs revendications salariales que l'occupation a été décidée par les ouvriers. Les travailleurs en lutte demandent une augmentation de 300 F pour tous et la réduction des cadences de travail.

Occupation de Sisatol

Les ouvriers de la société Sisatol, découpage de tôles, filiale d'Usinor qui se trouve à Epinay s/Seine (Seine St Denis) et qui emploie 244 personnes sont en grève avec occupation depuis jeudi dernier pour une augmentation de salaire. Le mouvement est suivi à la quasi totalité (160 ouvriers sur 244).

Le mouvement étudiant s'étend

Suite de la page une.

A la faculté des Lettres d'Aix-en-Provence, la grève générale active a été votée en assemblée générale et malgré les manœuvres de récupération des révisionnistes, les étudiants prennent place dans la lutte qui se mène contre l'arrêté Soisson dans un large mouvement d'ensemble contre la crise du capitalisme aux côtés de la classe ouvrière et paysanne.

A Clermont-Ferrand, lundi après-midi, les étudiants en Droit et Sciences économiques ont séquestré le doyen Jean Stoufflet. Les forces répressives sont bru-

talement intervenues pour le libérer et trois étudiants sont blessés. Des affrontements ont également eu lieu à la faculté de Lettres qui se trouve en face de la faculté de Droit.

Occupation également de la faculté de Droit de Rennes depuis lundi soir et reconduction de la grève des UER de Brest, Lettres et Droit. A Bordeaux encore la colère légitime des étudiants s'est manifestée par l'occupation de l'Institut d'Études politiques depuis lundi. Dans les heures qui viennent de nouvelles grèves et occupations sont attendues.



Contre les licenciements de Rhône-Poulenc Textile

Les travailleurs séquestrent 2 directeurs et occupent l'usine

Renaud Gillet, PDG de Rhône-Poulenc depuis juin 1973 par ces actions de restructuration du trust Rhône-Poulenc, n'a en fait cherché qu'à le rendre plus productif avec le moins de frais possible. C'est bien pour augmenter les profits de RP sur le dos des travailleurs qu'il jette à la rue. Et bien qu'ayant été «pleurer» le 3 mars dernier auprès de Giscard d'Estaing, le PDG Gillet cherchait-il sans doute la bénédiction du chef de l'État sur les licenciements annoncés le 15 mars, et qui touchent 515 travailleurs de Rhône-Poulenc Textile

(RPT) à Péage de Roussillon, qui n'est qu'un triste prélude aux mesures prises de licencier 3 à 4 000 travailleurs de RPT et des menaces pas moins certaines pour la chimie.

Au cours de son intronisation Gillet n'a-t-il pas déclaré : «Je veux un esprit de groupe et améliorer la rentabilité». Voilà qui est clair pour les patrons, les résultats sont déjà bien éloquentes....

Lors d'une séance extraordinaire du Comité central d'entreprise, à Péage de Roussillon, et au cours de

laquelle la direction a confirmé les 515 licenciements avec peut-être des mesures de reclassement pour les autres et ceux qui sont aussi licenciés mais de façon déguisée, tels pré-retraités.

A l'annonce de la nouvelle touchant à leur emploi, les travailleurs de RPT Péage de Roussillon ont retenu durant 8 heures lundi le directeur de l'usine, M. de la Casinière et le directeur général adjoint de RPT, M. Lachaussey, qui fut déjà retenu le 12 mars dernier à l'usine RPT de Gauchy (Aisne). D'autres travailleurs de Rhône-Poulenc, environ

3 000 ont manifesté devant les bâtiments. Actuellement les travailleurs de RPT Péage de Roussillon occupent l'usine protestant ainsi contre les licenciements.

Les travailleurs de toutes les usines du trust Rhône-Poulenc étaient en grève mardi pour protester contre les licenciements. Luttant pour leur emploi, les travailleurs de RPT ont raison d'engager des luttes dures, telle la séquestration et l'occupation.

Et seule leur détermination dans la lutte fera céder la direction.

Métallurgie

A l'OFFENSIVE CONTRE LA NOUVELLE GRILLE DE CLASSIFICATION

D'après les statistiques de la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés, il y avait en 1973 : 2 924 901 travailleurs dans la métallurgie. Ce sont donc près de 3 millions de salariés qui sont concernés par l'offensive antipopulaire du patronat sur les classifications.

La bourgeoisie au pouvoir, en même temps qu'elle se lance dans une vaste campagne de mystification, pour une prétendue revalorisation du travail manuel, pour l'aménagement du temps de travail, lance une attaque de grande envergure contre les métallos en se servant de l'accord signé par les syndicats jaunes traditionnels FO, CFTC et CGC.

Cette déqualification a évidemment de profondes répercussions sur les salaires. Déjà dans de nombreuses entreprises, les travailleurs ont engagé la riposte. Les dirigeants révisionnistes de la CGT qui ne tiennent pas à être débordés par cette vague profonde de mécontentement cherchent à la canaliser. C'est pourquoi ils organisent (avec les dirigeants CFDT) une de leurs traditionnelles journées d'action, mercredi 17, avec manifestation à Paris.

Or les dirigeants révisionnistes du PCF comme de la CGT sont pour le maintien de la hiérarchie capitaliste et ce qu'ils veulent imposer dans les négociations avec le patronat c'est leur propre grille de classification du manoeuvre à l'ingénieur. Nous aurons l'occasion d'y revenir.

Les ouvriers de la métallurgie, surtout ceux des basses catégories qui sont les plus touchés, n'obtiendront pas satisfaction avec la SEULE journée du 17, la seule perspective, la seule possibilité pour déboucher c'est de développer l'action de classe et de masse.

Non à la nouvelle grille de classification, non à celle similaire des dirigeants CGT. Pour une simple qualification et un seul taux par catégorie (OS, P1, P2, P3).

Metz

2e semaine de grève à la Dumas

Le 10 mars c'était la remise de la paie du mois de février. Jusqu'à présent le patron refuse de répondre aux justes revendications des travailleurs.

Le patron désirant briser l'unité de lutte des travailleurs veut les faire rentrer cinq par cinq pour leur remettre leurs paies et décide sans consulter les délégués syndicaux d'organiser un vote, à bulletin secret, pour la reprise du travail.

Mal lui en prit, car malgré les pressions et les formes que prirent le vote, au niveau des ouvriers, 106

se prononcèrent pour la poursuite de la grève, 10 ont voté blanc, 14 ont décidé de reprendre le travail.

La remise de la paie a été l'occasion pour les travailleurs de faire exploser leur mécontentement, pour les salaires de misère auxquels le patron veut les astreindre.

Cela confirme largement le mot d'ordre que se sont donnés les travailleurs et qui est affiché au portail de l'entreprise : NON à la REPRISE SANS SOUS. La combativité des travailleurs ne cesse de croître.

Scholtés en grève

Le jeudi 4, les 422 ouvriers de l'entreprise Scholtés se mettent en grève pour 24 heures.

Les discussions du vendredi, avec le patron, n'aboutissent pas. Les travailleurs reprennent la grève le lundi.

Leurs revendications portent sur les classifications, pour des augmentations de salaires, une heure d'information syndicale payée, l'indemnisation des journées de grève.

Le patron cherche la provocation en «bousculant» un travailleur. Mardi les travailleurs décident la poursuite de l'action. Face à cela la position du patron est : pas de négociation sans reprise du travail ! Et ce sont 18 travailleurs et délégués syndicaux CGT qui sont assignés le jeudi 11 en référé au tribunal, du fait du piquet de grève. La lutte néanmoins se poursuit.

Correspondant Metz

LES CABLES DE LYON EN GREVE

Les travailleurs de l'usine de Reims, employant 230 personnes dont 200 ouvriers et 60 % de femmes, sont entrés en lutte : une heure de grève par jour depuis le 26/2/76, grève illimitée depuis le 4 mars avec blocage des entrées et sorties des camions.

Les salaires sont très bas : environ 45 % des ouvriers, dont beaucoup de femmes, ne touchent que 1 559 F. De plus, la nouvelle grille proposée par la direction ne change rien aux salaires et même, pour certains travailleurs, cela équivaut à une déclassification.

Les revendications des travailleurs des Câbles sont : révision des classifications, salaire minimum à 2 029 F, intégration des primes de rendement dans les salaires de base.

Le patron de l'usine refuse en bloc les revendications et envoie même le 11 mars une lettre à chaque gréviste pour pleurnicher sur la situation de l'entreprise et pour menacer : «La direction fera le nécessaire pour faire cesser la grève.»

Malgré les pressions, les travailleurs sont fermement décidés à imposer leurs revendications. La popularisation sur la ville est commencée, la solidarité financière se met en place.

Soutenons la lutte des ouvriers des Câbles !

Chez Phobos dans les Alpes-Maritimes

Les travailleurs s'opposent à la vente des machines de leurs usines

Les 12 ouvriers et ouvrières de la société Phobos à Roquebilière (Alpes-Maritimes), usine de mécanique de précision et de décolletage ont occupé, le 12 mars, l'atelier pour empêcher la vente des machines. Les ouvriers se sont enfermés dans l'atelier et y ont travaillé normalement, refusant d'ouvrir la porte à qui que ce soit ; même à l'huisier et au commissaire-priseur, malgré la présence de deux gendarmes.

Les travailleurs ne sont nullement responsables de cette situation : les machines-outils ont été louées par M. Valin à la société Phobos, qui est gérée par la femme de ce M. Valin.

Il est en difficulté suite à la crise, dit-il. Pourtant les carnets de commande de l'entreprise sont pleins. La société envisage même d'étendre son activité à l'énergie solaire et développer son personnel jusqu'à 50 personnes.

Le 12 mars, une foule importante d'habitants de Roquebilière était présente pour assurer aux travailleurs leur soutien et manifester leur solidarité.

Cette lutte est importante pour tous les travailleurs du département, non par le nombre d'ouvriers touchés, mais par l'enjeu qu'elle représente.

D'abord les Alpes-Maritimes sont un département des plus touchés par le chômage : 35 000 chômeurs environ, et la lutte et la résistance ouvrière se développe contre les licenciements : Artal à Antibes, Berona à Nice, France-Alu à Carros. D'autre part dans les vallées montagnardes, le développement capitaliste chasse les petits-paysans de leurs terres, ferme les usines de l'ar-

rière pays, contraint les jeunes à l'exode et au chômage.

Ainsi, la lutte des travailleurs de Roquebilière constitue un symbole pour toute la population ouvrière et paysanne de la région niçoise. Les travailleurs de Phobos luttent pour la levée de toute procédure de saisie, le maintien de l'outil de travail et de l'emploi.

Correspondant H.R.

A l'EDF-GDF de Brest

La CGT et la CFDT n'ont pas participé à la journée d'action du 9 mars

Les syndicats CFDT et CGT de l'EDF-GDF de Brest ont refusé de participer à la journée d'action du 9 mars. Les deux syndicats étant d'accord pour reconnaître que ce type d'action a un caractère essentiellement démobilisateur, ce que la base avait d'ailleurs déjà condamné à plusieurs reprises. La CFDT et la CGT d'EDF-GDF Brest demandent d'engager des luttes plus conséquentes, et refusent de s'engager dans une lutte dont les objectifs ne sont pas clairs : la revendication

d'une augmentation entièrement hiérarchisée, tel que le préconise la direction de la CGT. Et ils poursuivent : «Le type même de l'action de 24 heures, n'est pas mobilisateur, après le 9 mars, rien n'était prévu pour la poursuite de l'action. Serait-ce suffisant pour infléchir la politique gouvernementale ?»

L'action est plus que jamais nécessaire et ils ne refusent pas de se battre mais sur des objectifs clairs et pour gagner.

Correspondant H.R.



Thomson-Chauny : 6e semaine de grève

Une lutte exemplaire

Ce reportage a été réalisé par une association de photographes en cours de constitution, désirant par la photographie soutenir les luttes populaires. Il a été adressé également à d'autres quotidiens.

Rappelons que ce conflit se situe dans une région (l'Oise et l'Aisne) où plusieurs luttes se sont déroulées dernièrement, notamment Ronéo à Noyon, Auxilec (filiale de Thomson) à Méru... La lutte classe contre classe qu'ils mènent à Chauny, contribue efficacement à combattre la politique antiouvrière de la direction du trust Thomson. Tous les travailleurs de Thomson sont concernés.

Le lundi 2 février 1976, plus de 80 % du personnel de l'usine Thomson de Chauny vote à main levée la grève avec occupation.

Dans cette petite ville de 11 000 habitants, à 40 km de Compiègne, la colère de ce jeune prolétariat d'origine paysanne montait depuis quelques mois. Usine de transformation du cuivre en fils de différents diamètres, Thomson Chauny, maillon de la chaîne Thomson-Brandt, groupe financier multinational, emploie 950 ouvriers, essentiellement des hommes.

Prétextant le climat de crise générale — alors qu'elle achète l'usine de Maffite à Macon —, la direction s'est refusée, depuis plus d'un an, à toute négociation relative aux revendications des travailleurs. La direction en a même profité pour réduire les horaires de 43 à 36 heures, pour imposer des semaines de chômage, pour supprimer des avantages acquis, et pour augmenter la productivité (entraînant des ac-

quée par la détermination de ses travailleurs, aussi bien en 1957 qu'en 1968 (où ils furent, dans la région, les premiers à se mettre en grève et les derniers à reprendre), et qu'en 1973. Les luttes y ont toujours eu une grande spécificité : la CFDT, majoritaire à plus de 50 % devant FO 30 % et la CGT 20 %, impulse en effet un style de combat très virulent. Ainsi le lundi 30 janvier 1976, les travailleurs exaspérés envahissent la salle de réunion où se tenait la négociation entre la direction et les représentants du personnel, laissant un délai de 48 heures à la direction pour accepter la plateforme revendicative. Face au recours du patronat à la justice de classe, condamnés à évacuer l'usine et à payer 50 F par ouvrier et par jour d'occupation, 80 travailleurs de l'usine montent à Amiens où se déroule leur procès en appel, bloquant la circulation pendant deux heures, pour enfin affronter 140 CRS, se battant avec déter-

et calculé de la direction, le 26 février dernier, 23 ouvriers de l'usine descendent à Paris où se déroule une réunion des 13 «pontes» de Thomson, sur le partage des bénéfices. Se faisant passer pour le fils d'un des PDG, un ouvrier bloque le standard et ouvre la voie à ses camarades.

Perturbant la réunion, ils séquestrent pendant 3/4 d'heure les patrons terrorisés.

Dans l'usine, l'intersyndicale n'a aucun pouvoir de décision, seuls les travailleurs réunis tous les jours en assemblée générale déterminent l'orientation de la lutte.

Les grévistes sont organisés en diverses commissions : loisirs, sécurité, défense du «territoire», informations, (qui tentent de briser le silence de la grande presse en général, et de la TV en particulier — la Thomson fournit en effet l'essentiel du matériel TV).



Intervention d'un des délégués combattifs de la CFDT.

idents de travail — surtout des doigts coupés — s'ajoutant à des conditions de travail très difficiles dues aux cadences rapides, la chaleur, la poussière de cuivre, le bruit).

Des traditions de lutte

Pourtant, l'histoire de Thomson-Chauny est mar-

mination à coups de plaques d'égoûts. 8 CRS à l'hôpital et 8 ouvriers conduits au poste, menottes aux mains, tel fut le bilan de cette journée d'une violence encore jamais vue à Amiens.

Sequestration des patrons

Au bout de quatre semaines d'un mutisme total

Le soutien populaire

Réticents au début du conflit, les commerçants de Chauny contribuent au soutien en faisant des dons en nature et en espèce. De leur côté, les petits paysans apportent régulièrement des œufs, de la viande et des légumes. De nombreuses collectes ont été faites avec



Intervention d'un gréviste pendant l'assemblée générale quotidienne.

succès dans les 13 usines avoisinantes. A Chauny, un comité de soutien organise des manifestations, des galas et des bals de solidarité, l'AG des travailleurs ayant droit de veto sur toutes ces activités. Cependant, les grévistes refusent toute ingérence de la part des mouvements politiques, comme ils l'ont fait quand le député communiste Renard a voulu organiser un meeting à l'intérieur de l'usine. Conscients de l'importance de ce soutien, ils pensent néanmoins que la véritable lutte politique est la leur.

Du côté du patronat, la direction reste fidèle à la stratégie qu'elle s'est fixée dans les différents conflits Thomson. En s'approvisionnant en Espagne, en Hollande, en Grèce, en Belgique et... en Pologne, dans d'autres groupes industriels et financiers, elle tente de sauter un maillon de la chaîne et confirme par là même que la concurrence ne joue plus dès qu'il s'agit de mater la classe ouvrière. Elle tente de faire peur aux salariés (menace de fermeture), elle fait pression sur le pouvoir et la justice, elle tente d'acculer le personnel en le privant de son minimum vital, elle essaie par des biais détournés de diviser l'intersyndicale.

Mais à Chauny, toutes ces manœuvres ont échoué. La direction tente alors une ultime diversion en essayant d'organiser, par l'intermédiaire de la CGC, les quelques «anti». L'ensemble du personnel a en effet reçu une lettre de la CGC, l'invitant à réclamer un vote à bulletin secret, pour la reprise du travail.

Fiers de notre combat nous vaincrons

Mais rien ne brisera la détermination des travailleurs de Chauny dans leur 6e semaine de grève, décidés à refuser les quelques miettes offertes par la direction, comme le montre le dernier tract de l'intersyndicale :

«Nous accusons la direction et ses laquais de manœuvres antidémocratiques, nous accusons la direction d'atteinte à la liberté du travail depuis plus de 14 mois. Travailleurs de la Thomson, ne vous laissez pas abuser, vous n'avez rien à espérer de

gens sans parole et sans honneur. Il s'est toujours trouvé dans notre pays une poignée de traîtres. Leur faiblesse ne peut attirer de la part des camarades grévistes que haine et dégoût pour des gens qui ne sont plus des hommes. Refusez de répondre à la mascarade qui vous a été adressée. Merci à tous ceux, nombreux, qui ont compris le sens de notre lutte. Bravo à tous ceux plus nombreux qui se donnent chaque jour davantage pour vivre libres. Tous ensemble, travailleurs de Thomson, fiers de notre combat, nous vaincrons car notre cause est juste.»



Du poisson obtenu par solidarité à Boulogne sera distribué aux familles des travailleurs en grève.



Une formation se réclamant du marxisme léninisme DRAPEAU ROUGE

Dans le courant du mois de novembre, notre quotidien a ouvert ses colonnes à différentes organisations marxistes-léninistes afin qu'elles se présentent elles-mêmes, ceci dans le cadre d'une enquête sur l'extrême-gauche et dans le souci de faire avancer le processus d'unification des marxistes-léninistes dans notre pays.

L'une d'entre elles, ne s'est pas présentée dans le cadre de cette enquête. Ce manque est comblé aujourd'hui par la publication d'un texte signé de l'organisation communiste marxiste-léniniste Drapeau Rouge.

Avant de s'étendre à d'autres villes, l'Organisation communiste marxiste-léniniste Drapeau Rouge s'est créée en septembre 1970, sous le nom de Rennes-Révolutionnaire. Ce regroupement a été en quelque sorte contraint et forcé : nous avons été exclus sous une forme camouflée par un groupe lui-même scissionniste de l'Humanité-Rouge. Jamais nous ne nous sommes considérés comme les seuls marxistes-léninistes. Nous avons affirmé au contraire que les marxistes-léninistes étaient divisés, qu'il fallait progresser vers l'unité. En 1972, nous avons suggéré un «cadre national» ; en 1973, nous avons participé au Collectif malgré l'isolement de nos positions en son sein, et nous nous félicitons de la volonté actuelle d'unité. Il faut avancer vers le parti en sachant que le fondement de l'unité, l'expérience négative l'a montré, ne peut être qu'une ligne politique et idéologique révolutionnaire. Comme dit Wang Hong-wen au Xe Congrès du PCC :

«Quand il y va de la ligne, quand c'est la situation dans son ensemble qui est en cause, un vrai communiste doit agir sans aucune considération égoïste et oser aller à contre-courant sans craindre d'être destitué, exclu du parti, jeté en prison, contraint au divorce ou passé par les armes !»

LA CONTRADICTION PRINCIPALE. Drapeau Rouge (DR), depuis sa création, a toujours affirmé que le caractère de la lutte en France, est la révolution prolétarienne pour instaurer la dictature du prolétariat. Ce caractère découle de l'analyse de classe, et de l'expérience de la lutte de classe en France. Le but de la lutte ne peut être modifié sous prétexte que «c'est long et difficile». En particulier, Drapeau Rouge a toujours récusé les rassemblements de type front uni antifasciste ou antimonopoliste qui ont pour but «la démocratie» : ces rassemblements ont pour effet de mettre la classe ouvrière à la remorque de fractions bourgeoises ; ou petites-bourgeoises, et donc des révisionnistes. Aux couches petites bourgeoises, Drapeau Rouge propose le ralliement à la dictature du prolétariat.

Drapeau Rouge, depuis le début, a dénoncé les dangers de guerre que faisaient courir les superpuissances : «S'il s'avérait (...) que nous soyions agressés par les USA, l'URSS, (il faudrait) faire du drapeau rouge le flambeau de l'indépendance nationale» (DR No 1, octobre 1971). Ni la guerre, ni l'invasion n'impliquent que le contenu du programme révolutionnaire soit dénaturé ; c'est le prolétariat avec son programme propre, qui doit prendre la tête de la lutte, c'est aux fractions «nationales» de la petite-bourgeoisie, ou éventuellement de la bourgeoisie, de la rallier et non l'inverse.

Drapeau Rouge approuve la juste politique menée par les camarades chinois qui tentent de rallier la bourgeoisie française à la lutte antihégémonique. Drapeau Rouge y contribue en affaiblissant cette bourgeoisie par rapport au prolétariat. Nous avons rappelé cette citation de Mao Tsé-toung : «Les peuples des pays capitalistes continuent à mener des luttes différentes, selon des conditions différentes.»

En ce qui concerne l'armée, il ne peut donc y avoir qu'une seule perspective : préparer les conditions pour la création d'une armée ouvrière indépendante.

NOUVELLE BOURGEOISIE. Les marxistes-léninistes n'ont pas encore tiré toutes les conséquences du caractère développé et impérialiste du capitalisme en France : le développement de dirigeants qui ne sont pas les propriétaires des moyens de production, et se heurtent à ces derniers au nom de la compétence, des diplômes, de la science ; le développement de toute une petite-bourgeoisie privilégiée : fonctionnaires, aristocrates ouvriers, etc., le tout coiffé par les bureaucraties syndicales et politiques de «gauche». Tout cela constitue une base sociale pour le révisionnisme. Celui-ci ne se réduit ni à la trahison de quelques dirigeants du P«C»F, ni aux seuls intérêts sociaux-impérialistes russes. (T'eng Hsiao-ping n'indique-t-il pas le danger pour la Chine elle-même de devenir social-impérialiste ?)

Le révisionnisme camoufle une nouvelle bourgeoisie, qui lutte pour l'hégémonie de toute la bourgeoisie. Comprendre que la bourgeoisie est divisée (et il existe d'autres divisions entre proaméricains, prorusses, nationalistes, etc.) est décisif, afin que le prolétariat ne prenne pas les luttes entre ces fractions pour une lutte révolutionnaire. Le révisionnisme n'est pas la social-démocratie du passé. Sa caractéristique fondamentale — même si l'évolution vers le social-fascisme n'est pas terminée — n'est pas l'électoratisme et le pacifisme, comme l'ont montré Gonçalves et Cunhal au Portugal, et les idées de «majorité politique». On ne peut mener une lutte antirévionniste sans se démarquer de sa base sociale : enseignants, SNCF, EDF, ORTF, le France, etc. Cela implique le caractère prolétarien et «culturel» de la révolution.

Le caractère impérialiste, comme l'importance des immigrés dans le vrai prolétariat (à l'exclusion des fonctionnaires, aristocrates ouvriers, etc.) implique le caractère internationaliste de la révolution en France.

AUJOURD'HUI, les luttes ouvrières contre les licenciements, les bas salaires, la durée du travail, la répression, etc. sont aussi inéluctables que la crise. Mais aujourd'hui, l'heure n'est pas à l'offensive générale : la classe ouvrière n'a pas de parti unique, pas d'armée, etc. Elle ne pourrait aboutir qu'à la répression sanglante ou à la prise du pouvoir par les révisionnistes. Il faut, dans les luttes pied à pied, accumuler des forces, unir la classe ouvrière, forger les armes : le parti, l'armée, le programme. Unir sur une base révolutionnaire, former des «groupes rouges». C'est dans ce sens aussi qu'il faut travailler dans les syndicats, sans jamais perdre de vue qu'ils sont réactionnaires. C'est-à-dire y travailler parce que les masses y sont et non pas appeler les masses à y aller.

Journal «Drapeau Rouge» (environ 20 numéros par an) adresse : «Vive la culture populaire» — BP 303 — 35005 Rennes Cedex.

Trois brochures principales :

- Sur le parti
- Sur les syndicats et les revendications
- Révolution socialiste et superpuissances.

20 mars 1956 TUNISIE 20 ans de lutte
20 mars 1976 20 ans de répression

Soutien aux luttes du peuple tunisien

- Amnistie générale pour les victimes de la répression
- Liberté pour tous les prisonniers politiques
- Libertés démocratiques pour le peuple tunisien

MEETING

CE SOIR, MERCREDI 17 MARS A 20 HEURES
AU PALAIS DE LA MUTUALITÉ, SALLE B
(métro Maubert-Mutualité — Paris Ve)

Organisé par le Comité d'information et de défense des victimes de la répression en Tunisie

Avec la participation de : CSP-UGET (Paris), UTIT (Union des travailleurs immigrés tunisiens), El Amel Tounsi, Mouvement de l'unité populaire (Paris), El Hakika

A l'occasion du 105e anniversaire de
la Commune de Paris,
POUR LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT

Les communistes marxistes-léninistes
de Montpellier,

le quotidien «L'Humanité rouge»
et le Comité de Montpellier
de la Jeunesse communiste marxiste-léniniste
de France
vous appellent à venir nombreux au meeting
qu'ils organisent :
Jeudi 18 mars à 20 h 30
Salle Émile Martin à la Bourse du travail

UNE GROSSIERE ERREUR !

Dans la 3^e colonne de l'article paru en page 6 de notre dernier numéro sur les tentatives d'expulsion dont sont victimes les gitans de la Courneuve, il faut lire : «Les faux communistes de la municipalité de la Courneuve interdisent de longue date aux travailleurs immigrés — et pas seulement

en paroles — de s'installer dans des cités HLM...» ; et non : «... Interdisent la langue arabe aux travailleurs immigrés — et pas seulement en paroles — de s'installer...».

Nous nous excusons auprès de nos lecteurs d'avoir laissé passer pareille erreur.

Marignane

13 MAROCAINS EXPULSES!

Treize Marocains en provenance de Montpellier ont été expulsés le 11 mars à l'aéroport de Marignane. Pourquoi ?

Ces travailleurs agricoles, qui avaient demandé le renouvellement de leur carte de séjour, avaient fait l'objet d'une convocation officielle à la Direction départementale de la main-d'œuvre où on devait étudier leur cas. Ils se sont donc présentés le 10 mars afin d'obtenir leurs papiers, accompagnés d'un délégué CFDT.

Mais c'était un piège ! Des fourgons de police les attendaient et avant même de pouvoir pénétrer à l'intérieur du bâtiment, ils furent

«priés» sans ménagement de monter dans les fourgons !

Peut-être faut-il rappeler que ce sont ces mêmes travailleurs qui, il y a deux ans, avaient osé lutter contre la circulaire Fontanet, notamment en organisant une grève de la faim, extrêmement populaire, dans un temple de la ville ; grève de la faim que déjà les forces de répression avaient interrompue brutalement. Aujourd'hui le pouvoir a préféré qu'ils disparaissent sans faire de bruit : ce doit être le remède miracle pour juguler l'importance croissante du nombre de chômeurs !

Mais ce ne sont pas de chômeurs que le pouvoir

s'est débarrassé, mais de travailleurs qui entendaient faire respecter leur droit à une vie décente, au travail, et leur droit à être considérés comme des hommes tout simplement. Le pouvoir se complait dans l'illégalité et l'arbitraire le plus total, et la situation faite aux immigrés, malgré toutes les dénégations gouvernementales et les déclarations d'intention, n'est que le résultat d'un racisme institutionnalisé indigne d'un pays qui se prétend démocratique.

Comité de lutte contre
la gare d'Arène
Mouvement d'action
judiciaire (Marseille)

Papinski à St-Brieuc

Nous apprenons avec le retard que nous impose l'acheminement du courrier que dans le cadre du «Tour de France» qu'il a entrepris pour populariser et étendre la lutte pour sa réintégration, J. Papinski, à la demande du Comité de soutien des Côtes-du-Nord, tenait une conférence de presse à St-Brieuc, le jeudi 11 mars.

Il devait rappeler la lutte qu'il mène depuis 10 ans contre «l'arbitraire de l'inspection». Après avoir épuisé tous les recours légaux, après avoir constaté «l'inefficacité des syndicats», il osa continuer la lutte contre la machine bureaucratique et répressive

de l'Éducation nationale. Il publia un texte «Le Bouiboui» dans lequel il attaqua violemment l'inspection, moyen d'encadrement, de division et de répression des enseignants. Il fut alors radié à vie de l'Enseignement.

Aujourd'hui, après 90 jours de grève de la faim, le ministre Haby refuse de le réintégrer dans son poste. Apportant un démenti aux bruits divers qui circulent, Papinski a précisé qu'il n'avait à ce jour aucune proposition claire du ministère.

Il a souligné que «la lutte pour sa réintégration est parallèle à la lutte contre l'ins-

pection», il a rappelé d'ailleurs la lutte qui se poursuit en Bretagne pour la réintégration d'A. Le Grévellec, victime elle-aussi de «l'inspection-quilloting».

Papinski a été reçu par les Normaliens, par les enseignants de Loudéac et par ceux du lycée Rabelais de St-Brieuc. Il a participé aussi à une réunion publique qui doit contribuer à élargir et à renforcer le soutien à sa lutte comme à celle de tous les enseignants victimes de la répression.

Des enseignants du
Comité de soutien
de St-Brieuc



culturel

CHIRAC INAUGURE LA FONDATION VASARELY

On ne sait plus trop à quel degré les membres du PCF, ou ceux qui sont influencés par sa politique disposent des fauteuils du gouvernement dans les sphères culturelles. On ne sait plus trop non plus à quel point les représentants du gouvernement de Giscard sont influencés par l'idéologie et la conception de nouveaux bourgeois des dirigeants du PCF, à moins que ces dirigeants soient trop influencés par les bourgeois ou pouvoir... Enfin toujours est-il qu'il est difficile de faire la différence entre la politique bourgeoise de la «majorité» et la politique bourgeoise de «l'opposition». C'est ce que montre clairement l'inauguration de la Fondation Vasarely par le premier ministre Chirac et la veuve de Pompidou. Pourquoi clairement ? Parce que Vasarely s'est, à maintes reprises prononcé comme sympathisant PCF et optant pour l'Union de la gauche. A côté de cela, le PCF et ses responsables culturels offrent leur protection paternaliste à Vasarely, tels le montrent les nombreux hommages au «maître» dans les colonnes de la «Nouvelle critique». En «face» Pompidou, puis Giscard offrent leur protection paternaliste à Vasarely. Le fond de l'histoire est : Vasarely est une valeur marchande très précieuse notamment en ce qui concerne l'exploitation de la «culture française». Alors, un bourgeois quand ça sent l'odeur du profit...

Spectacles

Tom Jones à Paris ENCORE UN MALHEUREUX.....

«Le Sex Symbol arrive !». Tel est le cri de joie des magnats du show-business, des producteurs d'idoles, des

trois jours au Palais des Congrès à Paris.

Tom Jones, c'est l'incarnation de l'idole telle qu'elle



Tom Jones, le «sex symbol», un produit de consommation destiné à un public féminin (Photo Paris-Match).

managers en mal de finances, de la presse à sensation avide de révélations.

«Le Sex symbol», «La voix», ce n'est pas un messie, un prédicateur, ni le chef d'une secte Moon quelconque, c'est Tom Jones, chanteur gallois de «variétés».

Arrivé depuis peu à Paris, valises, entraîneurs et gardes-du-corps, il compte époustoufler les foules en chantant

est fabriquée par les milieux financiers de la bourgeoisie. Affublé d'une légende montée de toute pièce, ou en tout cas développée et entretenue, il est une sacrée valeur en bourse. Issu d'un milieu populaire, comme la plupart des grandes «vedettes» du milieu des spectacles et de la variété, Tom Jones est né d'un père mineur et a été maçon avant d'être découvert, comme on dit, par un manager, Gordon Milles, alors qu'il chantait dans un petit bar du Pays de Galles.

C'est l'histoire classique, non moins vraie, qui permet aux amateurs de profits de construire une légende qui prétend que malgré ses succès, le «petit» est resté modeste et qui «est un garçon extrêmement simple, qui s'adapte à tout, même vivre dans un hôtel, qui ne pense qu'à son métier et à sa famille». Comme pour toute légende, il faut toujours se reporter à

la réalité pour comprendre ce qu'il en est.

La voix de Tom Jones est assurée à quatre millions de francs, les trois représentations données à Paris représentent 85 millions d'anciens francs, s'il peut «vivre dans un hôtel» (pauvre petit !) il n'en possède pas moins un château de 45 pièces dans le Surrey, en Grande-Bretagne, avec une piscine et un salon spécialement réservé aux concours de billard ; un petit «enclos» de deux hectares pour ses parents, un appartement de luxe à Londres, un pied-à-terre non moins luxueux à Las Vegas, aux USA, un avion Jet personnel, une Mercedes 600 spéciale et une pauvre petite Rolls Royce.

Le malheureux chanteur va sans doute adhérer à l'association des malheureux chanteurs du show-business, pour y rejoindre le malheureux Poinareff, le malheureux Claude François, le malheureux Aznavour, le malheureux Johnny Halliday. Eh oui ! Leur malheur à tous, c'est d'être trop riches ! Pensez donc : Tom Jones est poursuivi par le fisc impitoyable qui lui prend tous ses petits sous ! C'est normal, le gouvernement capitaliste anglais ne veut pas manquer sa part de gâteau. Alors Tom Jones est tellement malheureux qu'il a envisagé de redevenir mineur au Pays de Galles. Mais finalement il a préféré continuer son métier de vedette persécutée aux USA. Sans doute ira-t-il là-bas dans son «Jet» en emmenant sa Rolls, son château, ses appartements et sa salle de billard ?

Television

«Luke la main froide»

Lundi soir, FR3 nous présentait, dans sa série «Prestige du cinéma», un film américain de Stuart Rosenberg.

Réalisé en 1967, «Luke la main froide» fait partie de ces films américains qui reflètent déjà certains problèmes causés par la guerre d'agression de l'impérialisme US au Vietnam. En effet, même s'il constitue un aspect très secondaire dans le film Luke, joué par Paul Newman, est un ancien «marine» qui rentre de la guerre.

Mais comme les journaux l'ont annoncé, «Luke la main froide» n'est pas un film sur la vie quotidienne d'un pénitencier avec toutes ses brimades et sa répression aveugle. C'est surtout l'histoire — bien américaine — d'un homme qui n'a pas pu se plier aux règles et ordres dans l'armée, dans la vie, et qui a été condamné pour ivresse à deux ans de pénitencier. Arrivé au bagne, une lutte «d'honneur» l'oppose au «caïd» des prisonniers et le fait devenir une sorte de héros aux yeux des autres détenus. Il en arrive par trois fois à chercher à s'évader.

En fait, sous des nouveautés apparentes, ce film répète inlassablement la litanie de l'idéologie «fait voir un peu si t'es un homme» chère aux idées largement répandues par la bourgeoisie capitaliste US. C'est l'idéologie «Western».

Même si Rosenberg, l'auteur du film, nous laisse entendre que Luke est tribu-

taire «d'handicaps sociaux», comme on dit (il n'a pas connu son père, sa mère est très malade), c'est simplement une donnée psychologique qui n'explique pas grand-chose. L'auteur a choisi un homme qu'on ne peut pas très bien situer socialement, et qui se comporte comme le premier cow-boy venu dans un western américain. Luke est le «dur» qui ne «s'en laisse pas montrer» et la morale que l'on tire du film est qu'un homme doit être un homme, digne, qui ne doit pas hésiter à tout faire pour rester un homme face à ses camarades. Ainsi quand il subit brimades sur brimades, à la suite de sa seconde évasion, et qu'il en arrive à se soumettre aux gardiens, il perd l'estime des autres forçats. Tel est le cas également du pari engagé pour qu'il avale cinquante œufs durs en une heure.

En dehors du fait que cela se passe dans un pénitencier avec des barbelés, des camions, et des miradors, on l'imagine parfaitement dans un décor de saloons avec des chevaux, revolvers et jeux de poker. «Luke la main froide» n'est pas un film sur les conditions de vie d'un forçat dans un pénitencier américain. Au lieu de montrer que la délinquance et le crime — puisqu'il s'agit de détenus de droit commun — sont le produit de la société capitaliste américaine et que c'est avec une telle captivité répressive qu'on arrive à en faire des délinquants complets, le film nous montre l'individualisme comme solution.

L'OLIVIER

— QUI SONT LES PALESTINIENS ?

CINÉMA LE MARAIS
20 RUE DU TEMPLE PARIS 4^e
(MÉTRO TEMPLE OU HOTEL DE VILLE)
PERMANENT DE 14 A 24 HEURES

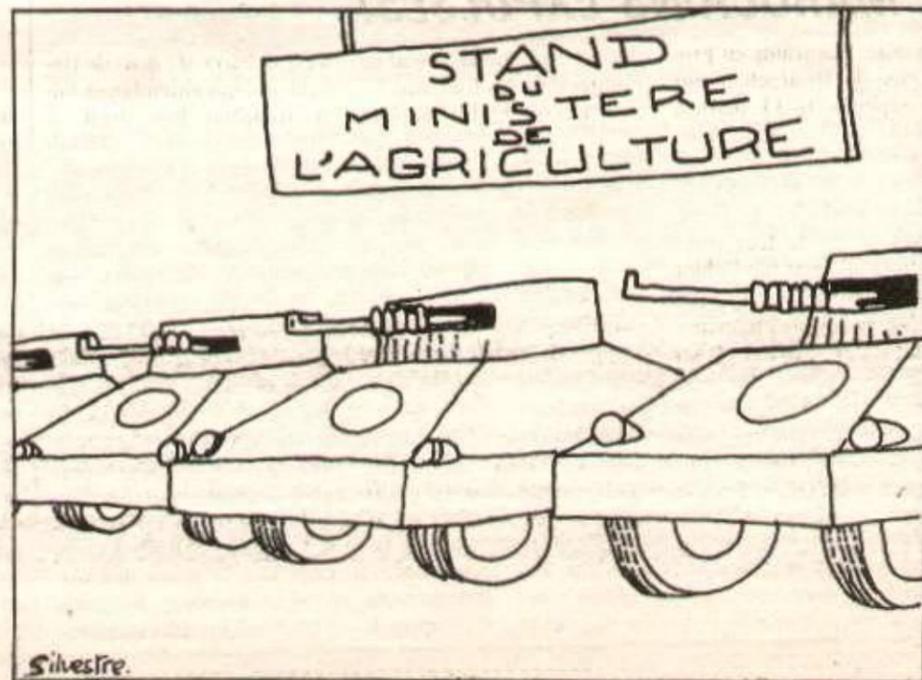
Comment Yukong déplaça les montagnes 12 films sur la Chine de Joris Ivens et Marceline Loridan

Dans 4 salles :

- Levein — 12, rue St-Séverin 5^e (métro St-Michel) — tél. 033-50-91 :
- Usine de générateurs — Les artisans — Une histoire de ballon.
- Levein — 8, 10, rue de la Harpe 5^e (métro St-Michel) — tél. 033-35-40 :
- Le village de pêcheurs — Une caserne — Entraînement au cirque de Pékin.
- Gil-le-Cœur — 12, rue Gil-le-Cœur 6^e (métro St-Michel) — tél. 326-80-25 :
- Autour du pétrole — Le professeur Tsien — Impressions d'une ville : Shanghai — Répétition à l'Opéra de Pékin.
- André-des-Arts — 30, rue St-André-des-Arts 6^e (métro St-Michel) — tél. 326-48-18 :
- La pharmacie — Une femme, une famille.

Vu par Sylvestre

AU SALON DE L'AGRICULTURE



Sylvestre.

la Commune de Paris, premier état de dictature du prolétariat

LA DEMOCRATIE POUR LE PEUPLE

Première dictature du prolétariat de l'histoire, la Commune de Paris réalisa la plus grande démocratie pour le peuple. Pour la première fois la démocratie était faite pour le prolétariat, pour les pauvres.

Les enseignements de la Commune sur cette question gardent toute leur actualité alors que les dirigeants révisionnistes du PCF parlent de « démocratie pour tous », voulant faire croire qu'elle peut exister à la fois pour le prolétariat et pour la bourgeoisie, que le prolétariat pourrait accéder au pouvoir grâce à des élections organisées par la bourgeoisie.

Ce que la Commune enseigne c'est que la démocratie pour le peuple ne fut possible qu'une fois que celui-ci eut pris le pouvoir par les armes. Aux élections organisées par la bourgeoisie pour installer une assemblée réactionnaire s'opposèrent les élections organisées par les travailleurs en armes pour mettre en place leur gouvernement.

Cette démocratie commença à se manifester pour l'élection du Comité central de la Garde nationale.

LE PEUPLE EN ARMES ÉLIT SES DIRIGEANTS

La Garde nationale, dans sa masse, était composée d'ouvriers, armés pour combattre les Prussiens. En février, pour s'opposer à la capitulation et aux préparatifs des forces réactionnaires qui voulaient la désarmer, la Garde nationale décidait de se fédérer et d'élire un Comité central. Cette décision fut prise lors d'une réunion rassemblant les représentants des différents bataillons. Le peuple en armes refusait désormais les chefs que la bourgeoisie voulait lui imposer. Il voulait élire des dirigeants issus de ses rangs, défendant ses intérêts. Une commission fut mise en place afin d'élaborer des statuts. Les membres en furent élus par les délégués des bataillons. Le 3 mars, deux cents bataillons envoyèrent leurs délégués à la salle du Vauxhall afin d'adopter les statuts. Le Comité central devait être formé de trois délégués par arrondissement, élus sans distinction de grade. Il fut décidé que tous les grades seraient soumis à réélection. En attendant l'élection régulière du Comité central, une commission exécutive fut élue par la réunion. Ses membres étaient tous

Il s'agissait cette fois-ci de convoquer toute la population, pour élire son gouvernement, la Commune.

Marx considéra alors que ce fut une erreur de se consacrer immédiatement à de nouvelles élections. Ce fut en effet une perte de temps qui permit à la réaction de regrouper ses forces et de se préparer à la guerre civile. Il estima que le Comité central de la Garde nationale aurait dû immédiatement passer à l'offensive et attaquer Versailles, où la contre-révolution constituait son armée.

Mais il n'en reste pas moins que l'élection de la Commune et les principes qui guidèrent son action furent la mise en œuvre de la démocratie prolétarienne.

LES CONDITIONS DE L'ÉLECTION DE LA COMMUNE

Il importe ici de préciser les conditions dans lesquelles se sont déroulées ces élections, conditions qui ont permis que les élections donnent naissance à un gouvernement ouvrier.

Ces élections ont été organisées non pas par la bourgeoisie, mais par les tra-



Le 28 mars, deux cent mille travailleurs acclament la proclamation de la Commune.

priétaires de congédier leurs locataires jusqu'à nouvel ordre.

Enfin, le système électoral fut réformé pour permettre une juste représentation des quartiers populaires.

Comme on le voit, ce ne sont pas les élections qui ont permis aux travailleurs de prendre le pouvoir à Paris. C'est avant tout par la force des armes qu'ils l'avaient conquis. Jamais un gouvernement ouvrier n'aurait pu être élu si le Comité central de la Garde nationale n'avait pas détenu le pouvoir et créé les conditions de l'exercice de la démocratie prolétarienne.

DEUX MONDES

D'ailleurs, pour mieux comprendre le caractère de ces élections qui donnèrent naissance à la Commune, on peut les comparer à celles qui avaient eu lieu un mois plus tôt et qui donnèrent naissance à une assemblée ultra-réactionnaire. Ces élections étaient prévues par Bismarck dans le traité de capitulation que la bourgeoisie avait

Voici la façon dont Marx, dans « La guerre civile en France », décrit les conditions de cette élection :

« A ce moment, plus d'un tiers du territoire était aux mains de l'ennemi, la capitale était coupée des départements, toutes les communications étaient désorganisées. Élire dans de telles circonstances une véritable représentation de la France était impossible sans prendre largement le temps nécessaire aux préparatifs. C'est précisément pourquoi la capitulation stipula qu'une assemblée nationale devait être élue dans les huit jours, de sorte qu'en bien des parties de la France la nouvelle des élections à faire n'arriva qu'à la veille du scrutin. »

Tout était prévu pour que ces élections, organisées par la bourgeoisie sous l'œil de l'occupant, donnent une assemblée de trahison nationale décidée à écraser Paris. Une majorité de monarchistes y fut ainsi élue. D'emblée, cette assemblée proféra insultes et provocations à l'égard de la population de Paris. Les travailleurs parisiens refusèrent d'en reconnaître l'autorité. C'est contre elle que fut élu le Comité central de la Garde nationale et la Commune. D'un côté, les élections faites par et pour la réaction, de l'autre celles faites par les travailleurs. Ceux-ci auront alors à affronter la « gauche » de l'époque qui voulait imposer à Paris la reconnaissance de l'autorité de l'assemblée réactionnaire et qui s'opposait à l'élection de la Commune.

LA COMMUNE EST PROCLAMÉE

Le 26 mars, la population parisienne était convoquée par le Comité central pour élire la Commune. Dans un message, le Comité central déclarait : « Ne perdez pas de vue que les hommes qui vous serviront le mieux sont ceux que vous choisirez parmi vous, vivant de votre propre vie, souffrant des mêmes maux. Défiez-vous autant des ambitieux que des parvenus... Défiez-vous également des parleurs... Évitez ceux que la fortune a favorisés, car, trop rarement celui qui possède la fortune est disposé à regarder le travailleur comme un frère... Portez vos préférences sur ceux qui ne brigueront pas vos suffrages. Le véritable mérite est modeste, et c'est aux travailleurs à connaître leurs hommes, et non à ceux-ci de se présenter. »

Alors qu'à Versailles, la réaction hurlait à « l'illégalité », à Paris 227 000 prolétaires et petits bourgeois prenaient part au vote.

Le 28 mars, à l'Hôtel de Ville, en présence de 200 000 travailleurs ; dans un enthousiasme indescriptible, la Commune de Paris était proclamée. Le peuple en armes saluait ses élus. La joie éclatait. Dans un remerciement au peuple de Paris, le Comité central s'écriait :

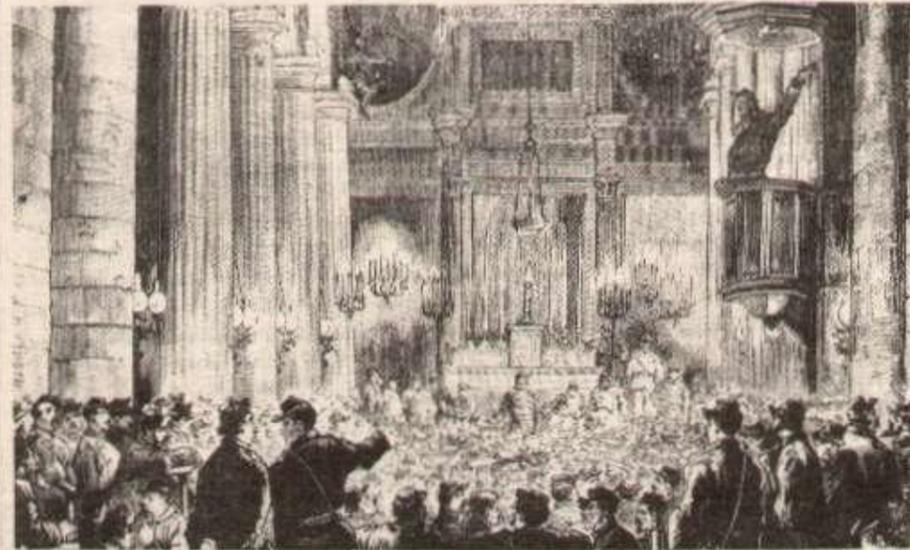
« Aujourd'hui, Paris ouvrait à une page blanche le livre de l'histoire et y écrivait son nom puissant... Que les espions de Versailles qui rôdent autour de nous aillent dire à leurs maîtres quelles sont les vibrations qui sortent de la poitrine d'une population tout entière. Que ces espions leur rapportent l'image de ce spectacle grandiose d'un peuple reprenant sa souveraineté. »

Les membres de la Commune, pour la plupart des ouvriers, étaient payés à un salaire d'ouvriers. Leur fonction n'était pas un moyen de s'enrichir et de dominer le peuple. Ils étaient au service de ce dernier.

A la différence du parlementarisme bourgeois où les décisions sont prises dans les coulisses, dans le dos du peuple, la Commune était un organisme législatif et exécutif à la fois. Elle devait appliquer les lois qu'elle votait.

De cette façon, les travailleurs pouvaient juger l'activité de ses membres qui étaient responsables devant le peuple et pouvaient être révoqués à tout moment s'ils ne respectaient pas leurs engagements.

Ainsi fut cette première dictature du prolétariat.



Une assemblée de fédérés. Celle-ci se déroule dans une église. Les affaires du jour y sont discutées.

de travailleurs, des gens du peuple, des inconnus. La bourgeoisie commença à déchaîner sa haine contre ces représentants des travailleurs. Pendant ce temps, le comité appelait par affiche le peuple à élire ses délégués pour le comité définitif.

Le 15 mars eut lieu l'assemblée des délégués. Deux cent quinze bataillons y étaient représentés. Le Comité central y fut élu. Les noms de ses membres étaient obscurs. Ils n'étaient connus que dans leurs bataillons. Les travailleurs n'avaient pas élu des noms mais des camarades qu'ils avaient pu juger dans la lutte commune de chaque jour.

Après que, le 18 mars, l'agression des Versaillais ait été mise en échec, une des premières préoccupations du Comité central fut de préparer de nouvelles élections.

vaillants eux-mêmes. Le Comité central de la Garde nationale était le représentant des travailleurs. Ceux-ci avec la Garde nationale, possédaient leur armée qui avait mis en échec l'attaque des forces armées réactionnaires le 18 mars. Le Comité central, le peuple en armes, détenaient le pouvoir à Paris.

Les réactionnaires, la haute bourgeoisie, les fonctionnaires, avaient fui Paris pour se regrouper à Versailles. Le Comité central réorganisa les services publics. Il tenait Paris. Il prit immédiatement différentes mesures qui améliorèrent les conditions de vie des masses et entraînaient un appui massif à la révolution. Il suspendit la vente des objets engagés au Mont-de-Piété, prorogea d'un mois les échéances, interdit aux pro-